



## Exposé des motifs

Le présent règlement grand-ducal trouvant sa base légale dans l'article 21 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses a pour objet de délimiter les zones résultant des distances de sécurité appropriées et des distances de sécurité adéquates induites par les établissements définis à l'article 2, point 5 de la loi précitée (désignés ci-après « établissements Seveso »).

L'article 13 intitulé « Maîtrise de l'urbanisation » de la directive 2012/18/UE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (directive dite « Seveso III »), transposé en droit national par l'article 21 de la loi précitée, est un des piliers principaux de cette directive. En effet, cet article impose de maintenir des distances de sécurité pour certaines zones ainsi que pour certains bâtiments et aménagements autour des établissements Seveso.

Les distances de sécurité sont déterminées selon des méthodes de calculs standardisées.

Le présent règlement grand-ducal délimite les zones résultant des distances de sécurité appropriées et des distances de sécurité adéquates, sur fond de plan cadastral et sur fond de plan topographique, induites par l'établissement de la société Guardian Luxguard II S.à r.l., sis dans la Z.A.E. Robert Steichen, 8, rue Bommel, L-4940 Hautcharage.



**Projet de règlement grand-ducal délimitant les zones relatives à la maîtrise de l'urbanisation pour l'établissement de la société Guardian Luxguard II S.à r.l. – Site de Bascharage en application de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, et notamment son article 21 ;

Vu la fiche financière ;

Les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre des métiers, de la Chambre des salariés, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics et de la Chambre d'agriculture ayant été demandés ;

Le Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et du Ministre du Travail, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>. Objet**

Le présent règlement grand-ducal délimite les zones résultant des distances de sécurité appropriées ainsi que des distances de sécurité adéquates induites par l'établissement de la société Guardian Luxguard II S.à r.l., sis dans la Z.A.E. Robert Steichen, 8, rue Bommel, L-4940 Hautcharage, telles que prévues à l'article 21 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

**Art. 2. Délimitations des zones**

(1) Les délimitations des zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement visé à l'article 1<sup>er</sup> sont représentées sur les plans repris sous les annexes I et II.

Aucune zone résultant des distances de sécurité adéquates n'est induite par l'établissement visé à l'article 1<sup>er</sup>.

(2) L'axe de la ligne de la représentation graphique des zones sur les plans repris sous les annexes I et II vaut délimitation exacte.

Toutes les surfaces, situées à l'intérieur de ces zones, sont concernées par les servitudes visées à l'article 21 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

(3) Les délimitations des zones résultant des distances de sécurité appropriées visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont transmises, sur demande, au format vectoriel numérique par l'Inspection du travail et des mines.

En cas de discordance entre les délimitations des zones au format vectoriel numérique et celles représentées sur les plans repris sous les annexes I et II, ces dernières font foi.

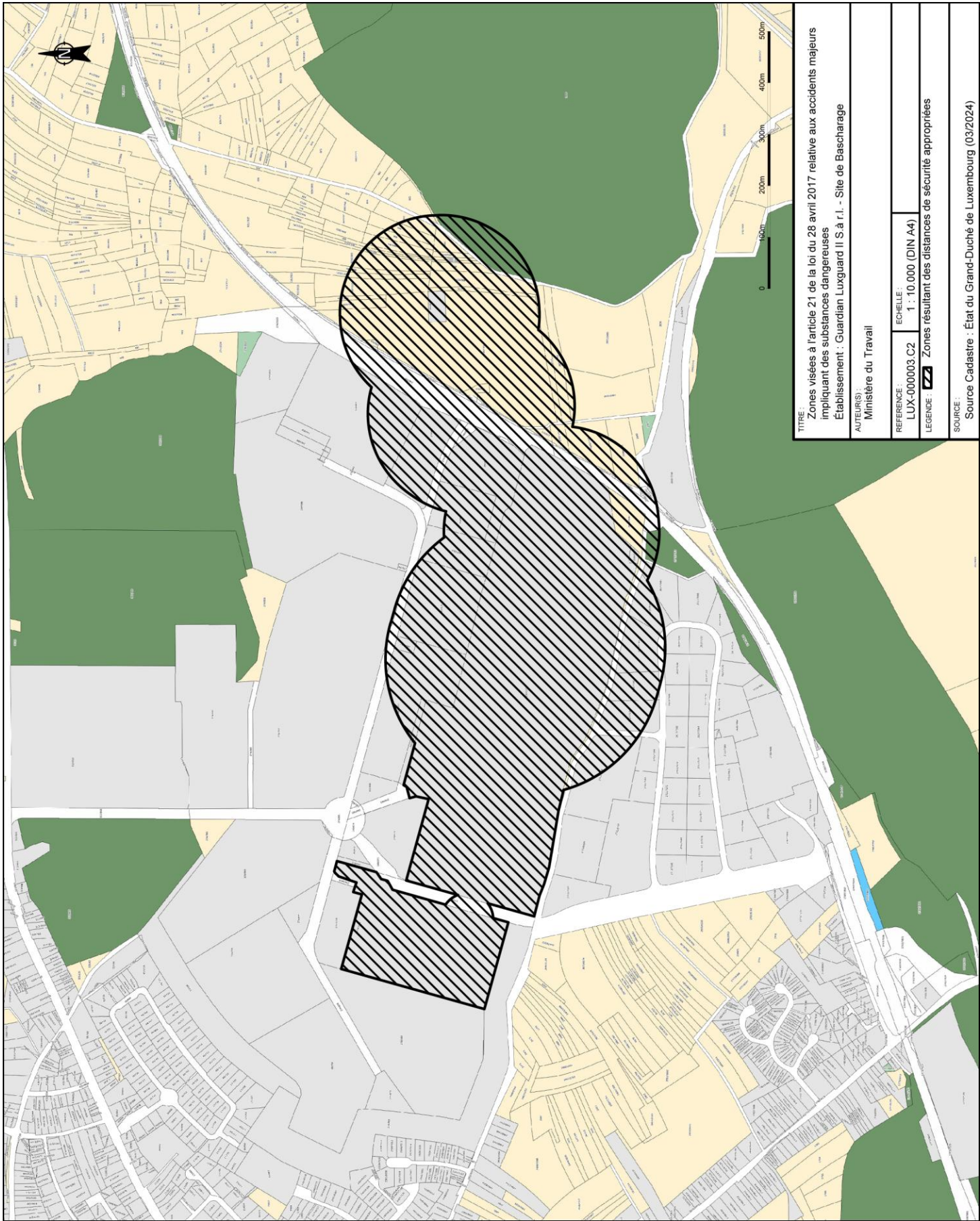
### **Art. 3. Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

### **Art. 4. Exécution**

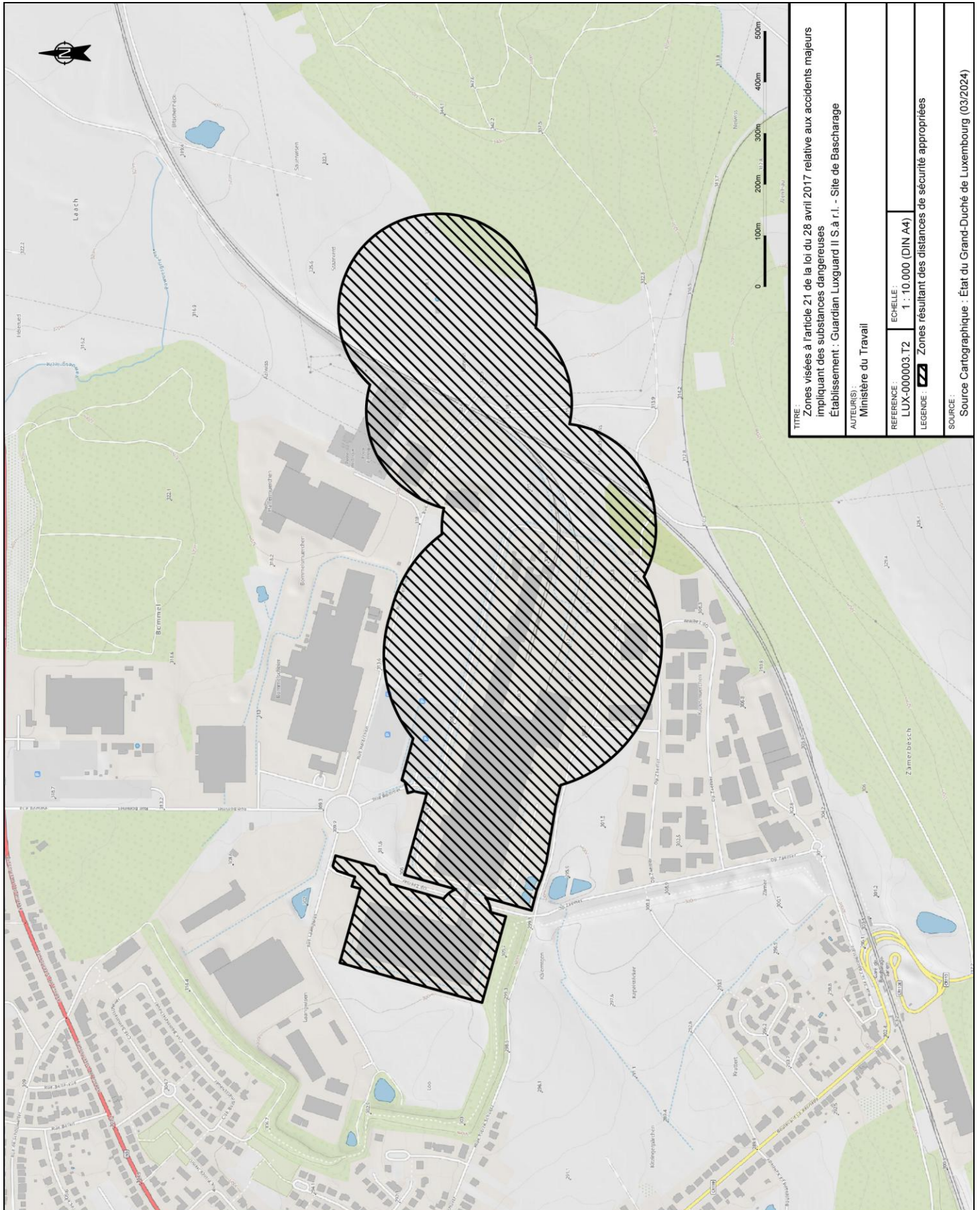
Le ministre ayant l'Environnement, le Climat et la Biodiversité dans ses attributions et le ministre ayant le Travail dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

ANNEXE I





## ANNEXE II





Bascharage, le 23/05/2025



Inspection du Travail et des Mines  
B.P. 27

L-2010 Luxembourg

Service écologique

Dossier traité par :  
Tammy Huberty  
Tél. 500 552 371

Tammy.huberty@kaerjeng.lu

Lettre recommandée – RR 2541 4519 3 LU

**Objet :** Enquête publique SEVESO – projet de règlement grand-ducal relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL à L-4940 Hautcharage, 8 rue Bommel, telle que prévue par l'article 21 (2) de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses

v/réf. : ESA/PAM/2024-92150/139-3

n/réf. : SE/2025/02/08 – HUTA/mepa

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article 21 (2) de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, nous vous transmettons ci-joint l'avis de publication, le certificat de publication, le procès-verbal, une copie des observations écrites des particuliers, ainsi que l'avis de synthèse incluant la prise de position du collège des bourgmestre et échevins pour le Ministre du Travail, relative au projet de règlement grand-ducal relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement Guardian Luxguard II SARL.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le collège des bourgmestre et échevins

Le bourgmestre,

  
Michel Wolter



Le secrétaire communal,

  
Jean-Marie Pandolfi

Annexes;

- Avis de publication du 7 avril 2025
- Certificat de publication du 23 mai 2025
- Procès-verbal du 23 mai 2025
- Copie des observations de l'a.s.b.l. BIGS du 7 mai 2025
- Avis de synthèse du 23 mai 2025



# AVIS SEVESO

---

## Consultation publique

---

Le public est informé du dépôt d'un **projet de règlement grand-ducal relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL à L-4940 Hautcharage, 8 rue Bommel**, telle que prévue par l'article 21, paragraphe 2 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, sous la référence n°.: ESA/PAM/2024-92150/139-3.

La demande et les plans sont déposés à l'inspection des intéressés au Service écologique de la commune de Käerjeng. Ils pourront y être consultés par toutes les personnes durant la période du 8 avril 2025 au 7 mai 2025 inclus. Veuillez contacter le secrétariat du Service technique au numéro 500 552 352 afin de fixer un rendez-vous.

Les personnes qui auraient des observations à faire valoir, pourront les présenter par écrit, dans cet intervalle, au bourgmestre de la commune de Käerjeng.

Bascharage, le 7 avril 2025

Pour le bourgmestre empêché,  
l'échevin,



Yves Cruchten



Le secrétaire communal,



Jean-Marie Pandolfi



## CERTIFICAT DE PUBLICATION

### SEVESO

#### Enquête

Le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Käerjeng certifie par la présente que l'enquête faite au sujet du projet de règlement grand-ducal relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL à L-4940 Hautcharage, 8 rue Bommel, telle que prévue par l'article 21 (2) de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, sous la référence n°: ESA/PAM/2024-92150/139-3

a été dûment affichée du 8 avril 2025 au 7 mai 2025 inclus, informant la population du dépôt de la demande en question, afin d'en prendre connaissance du 8 avril 2025 au 7 mai 2025 inclusivement au Service écologique de la commune de Käerjeng.


et qu'elle a été dûment affichée simultanément de manière bien apparente, à l'emplacement où l'établissement est projeté.

Un avis indiquant l'objet de la demande a en outre été publié le 7 avril 2025 dans quatre quotidiens luxembourgeois, à savoir, le « Luxemburger Wort », le « Tageblatt », l'« Essentiel » et le « Quotidien ».

De l'enquête publique il résulte que Monsieur Serge Urbany, en sa qualité de représentant de l'a.s.b.l. BIGS, a introduit ses observations concernant le projet de règlement grand-ducal relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement Guardian Luxguard II SARL, par lettre écrite le 7 mai 2025.

Bascharage, le 23/05/2025

Le bourgmestre,



Michel Wolter



Le secrétaire communal,



Jean-Marie Pandolfi



## PROCES-VERBAL

### SEVESO

#### Enquête

Du 8 avril 2025 au 7 mai 2025, une enquête publique a été organisée au sujet du projet de règlement grand-ducal relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL à L-4940 Hautcharage, 8 rue Bommel, telle que prévue par l'article 21 (2) de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, sous la référence n°.: ESA/PAM/2024-92150/139-3.

Constatant que le délai de publication s'étant écoulé, une consultation sur place et une lettre expliquant les observations a été introduite.

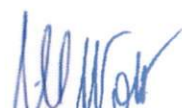
Mardi, le 6 mai 2025, Monsieur Serge Urbany de l'a.s.b.l. BIGS a consulté le dossier de 14h00 à 14h30.

Monsieur Serge Urbany, en sa qualité de représentant de l'a.s.b.l. BIGS, a introduit ses observations concernant le projet de règlement grand-ducal relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement Guardian Luxguard II SARL, par lettre écrite le 7 mai 2025.

En foi de quoi le présent procès-verbal a été dressé à Bascharage.

Bascharage, le 23 mai 2025

Le bourgmestre,



Michel Wolter



Le secrétaire communal,



Jean-Marie Pandolfi

INSPECTION DU TRAVAIL  
ET DES MINES

Entrée: 28 MAI 2025

Référence:

Sanem, le 7 mai 2025

A Monsieur Michel Wolter  
Bourgmestre de la commune de Käerjeng  
24, rue de l'Eau  
L- 4920 Bascharage  
Transmis par : info@kaerjeng.lu

Copie à :

[Tammy.Huberty@kaerjeng.lu](mailto:Tammy.Huberty@kaerjeng.lu)

**Conc. : (Nouvelle) consultation publique au sujet d'un projet de règlement grand-ducal relatif aux distances de sécurité appropriées SEVESO de Luxgard II / annonce du 7 avril 2025 du collège échevinal**

Monsieur le bourgmestre,

Après avoir pu consulter le dossier sous rubrique, dans sa nouvelle mouture suite à une erreur matérielle de la part de l'ITM, à votre service écologique, nous nous permettons de vous faire parvenir les observations suivantes :

- Ce projet de règlement correspond à une obligation de l'Etat, découlant de la directive SEVESO 2012/18/UE (art. 13), de contrôler les objectifs de cette directive en cas notamment de « nouveaux aménagements réalisés autour d'établissements, notamment des voies de transport ».
- Les dangers résultant du site de production de verre en continu Luxguard II (Seveso seuil haut) résultent de la fiche d'information du public [Guardian Luxguard II S.A.R.L. - Site de Bascharage - Seveso - Luxembourg](#). Il s'agit essentiellement des risques d'explosions, d'incendies violents, d'inhalations de gaz, tant pour le personnel que pour le public. Nous ne pouvons juger nous-mêmes si les distances de sécurité prévues par ce règlement grand-ducal à l'art. 2 (1) sont « appropriées » dans le cas présent. Il ne résulte par ailleurs pas de la loi applicable à quoi correspondraient des distances « adéquates », certifiées non induites par l'établissement à l'art. 2 (2) al. 2 du RGD.
- Nous apprenons cependant avec stupéfaction que la zone résultant de la distance de sécurité appropriée retenue par ce projet de règlement grand-ducal s'étend au sud de l'entreprise et couvre non seulement



la ligne de chemin de fer existante mais aussi une partie du projet de contournement prévu de Bascharage et même de la zone NATURA 2000. Or, selon l'art. 21 (3) de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, « **dans la mesure du possible, aucune principale voie de transport ne peut être autorisée à l'intérieur des distances de sécurité appropriées** » à partir de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal. Or nous devons constater que le gouvernement a attendu, nous présumons de façon délibérée, l'autorisation définitive du contournement avant d'introduire le présent règlement grand-ducal, le privant ainsi de tout effet préventif et de toute nécessité de justification d'après la directive SEVESO - encore un exemple de la **politique du fait accompli** poursuivie systématiquement par les Gouvernements successifs et les Ponts&Chaussées en matière de transport que nous dénonçons !

- Nous regrettons de ne pas avoir pu obtenir une copie du dossier, la consultation prévue par la loi contenant à notre avis nécessairement également le droit à copie.
- Nous vous prions de nous adresser copie de votre avis de synthèse selon la législation concernant l'accès à l'information des administrations publiques notamment en matière écologique.

Nous vous prions de tenir compte de ces observations lors de votre prise de position.

Pour la BIGS a.s.b.l.



Serge Urbany, membre du conseil d'administration

- 1) **Enquête SEVESO – N° ESA/PAM/2024-92150/139-3 – Projet de règlement grand-ducal relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL à L-4940 Hautcharage, 8, rue Bommel - Avis de synthèse**

**Le collège des bourgmestre et échevins,**

Vu le dossier n° ESA/PAM/2024-92150/139-3 présenté par l'Inspection du travail et des mines concernant le projet de règlement grand-ducal relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement Guardian Luxguard II SARL, L-4940 Hautcharage, 8 rue Bommel, tel que prévu par l'article 21 (2) de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses;

Vu la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses;

Vu le procès-verbal de la consultation dressé en date du 23 mai 2025, duquel il résulte que Serge Urbany de l'a.s.b.l. BIGS a consulté le dossier du projet de règlement grand-ducal en date du 6 mai 2025;

Considérant que le projet de règlement grand-ducal mentionné ci-dessus délimite les zones résultant des distances de sécurité adéquates induites par l'établissement de l'établissement Guardian Luxguard II SARL sur le fond de plan cadastral et sur le fond de plan topographique;

Considérant qu'après consultation du dossier, des observations ont été adressées au collège des bourgmestre et échevins en date du 7 mai 2025 par l'a.s.b.l. BIGS;

Considérant que selon l'article 21 (2) de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, le collège des bourgmestre et échevins doit établir un avis de synthèse incluant une prise de position par rapport à ces observations;

Vu les observations suivantes adressées au collège des bourgmestre et échevins en date du 7 mai 2025 par l'a.s.b.l. BIGS:

*1. Ce projet de règlement correspond à une obligation de l'Etat, découlant de la directive SEVESO 2012/18/UE (art. 13), de contrôler les objectifs de cette directive en cas notamment de « nouveaux aménagements réalisés autour d'établissements, notamment des voies de transport »;*

Constatant qu'aucune prise de position n'est nécessaire, le collège des bourgmestre et échevins prend connaissance;

*2. Les dangers résultant du site de production de verre en continu Luxguard II (Seveso seuil haut) résultent de la fiche d'information du public Guardian Luxguard II SARL - Site de Bascharage - Seveso - Luxembourg. Il s'agit essentiellement des risques d'explosions, d'incendies violents, d'inhalations de gaz, tant pour le personnel que pour le public. Nous ne pouvons juger nous-mêmes si les distances de sécurité prévues par ce règlement grand-ducal à l'art. 2 (1) sont « appropriées » dans le cas présent. Il ne résulte par ailleurs pas de la loi applicable à quoi correspondraient des distances « adéquates », certifiées non induites par l'établissement à l'art. 2 (2) du RGD;*

Constatant que la différence entre les termes « adéquates » et « appropriées » n'est pas définie dans le projet de règlement grand-ducal, le collège des bourgmestre et échevins invite le Ministre du Travail de clarifier les termes « adéquates » et « appropriées »;



3. Nous apprenons cependant avec stupéfaction que la zone résultant de la distance de sécurité appropriée retenue par ce projet de règlement grand-ducal s'étend au sud de l'entreprise et couvre non seulement la ligne de chemin de fer existante mais aussi une partie du projet de contournement prévu de Bascharage et même de la zone NATURA 2000. Or, selon l'art. 21 (3) de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, « dans la mesure du possible, aucune principale voie de transport ne peut être autorisée à l'intérieur des distances de sécurité appropriées » à partir de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal. Or nous devons constater que le gouvernement a attendu, nous présumons de façon délibérée, l'autorisation définitive du contournement avant d'introduire le présent règlement grand-ducal, le privant ainsi de tout effet préventif et de toute nécessité de justification d'après la directive SEVESO - encore un exemple de la politique du fait accompli poursuivie systématiquement par les Gouvernements successifs et les Pont&Chaussées en matière de transport que nous dénonçons!;

Vu l'observation de l'a.s.b.l. BIGS, le collège des bourgmestre et échevins conteste la remarque selon laquelle aucune principale voie de transport ne peut être autorisée à l'intérieur des distances. L'article 13 (2) a) de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil stipule que, dans la mesure du possible, les distances de sécurité appropriées doivent être maintenues. La référence 034 du document « Questions & Answers Seveso-III-Directive (version March 2018) » précise que les routes dont le nombre de véhicules par jour est inférieur à 100.000 (pour une limitation de vitesse inférieure à 100 km/h) ne sont pas à considérer comme principales voies de transport. Le nombre de voiture par jour pour le contournement est estimé être inférieur à 100.000. Partant, le collège des bourgmestre et échevins comprend que la route du contournement de Bascharage n'est pas à considérer comme principale voie de transport conformément à la directive Seveso-III et n'est donc pas soumis à ce projet de règlement grand-ducal;

4. Nous regrettons de ne pas avoir pu obtenir une copie du dossier, la consultation prévue par la loi contenant à notre avis nécessairement également le droit à copie;

Considérant que l'article 21 (2) alinéa 5 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses dispose que le dossier est transmis à la maison communale seulement pour prise de connaissance, le collège des bourgmestre et échevins constate qu'il incombe aux intéressés de demander une copie du dossier auprès de l'Inspection du travail et des mines;

5. Nous vous prions de nous adresser copie de votre avis de synthèse selon la législation concernant l'accès à l'information des administrations publiques notamment en matière écologique;

Considérant que l'article 7 de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte prévoit qu'une demande de communication peut être refusée lorsqu'elle concerne des communications internes;

Considérant que l'article 51 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 stipule que les séances du collège des bourgmestre et échevins ont lieu à huis clos;

Constatant que l'avis de synthèse est adopté lors d'une telle séance, le collège des bourgmestre et échevins constate qu'aucune copie de cet avis de synthèse ne peut être délivrée;

Considérant que suivant l'article 4 de la loi du 21 août 2018 relative à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, les travaux visés à l'article 1 de ladite loi sont déclarés d'utilité publique;

Constatant que le contournement de Bascharage sera construit dans la zone visée au projet de règlement grand-ducal, le collège des bourgmestre et échevins insiste de clarifier si ce projet n'a pas d'influences négatives sur les travaux du contournement;

Considérant que le tracé de la ligne ferroviaire 70 de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois traverse la zone visée au projet de règlement grand-ducal, le collège des bourgmestre et échevins constate qu'il incombe de solliciter également l'intervention de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois pour analyser les influences de ce projet sur le tracé en question;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Après délibération et à l'unanimité

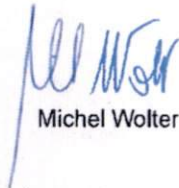
décide

1. d'inviter les autorités compétentes d'entamer les travaux nécessaires pour le contournement de Bascharage dans les meilleurs délais;
2. d'inviter Monsieur le Ministre du Travail de solliciter Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics pour s'assurer que le projet de construction du contournement de Bascharage ne soit pas retardé ou bloqué par ce projet de règlement grand-ducal;
3. d'inviter Monsieur le Ministre du Travail de solliciter l'intervention auprès de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois pour analyser les influences de ce projet de règlement grand-ducal sur le tracé de la ligne ferroviaire 70 sur le territoire de la commune de Käerjeng;
4. de ne pas transmettre une copie de l'avis de synthèse à l'a.s.b.l. BIGS;
5. de transmettre la présente à l'autorité ministérielle compétente.

Ainsi décidé en séance, même date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour extrait conforme,  
Bascharage, le 23 mai 2025

Le bourgmestre,



Michel Wolter

Le secrétaire communal,



Jean-Marie Pandolfi



**REGISTRE  
AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE DES BOURGMESTRE  
ET ECHEVIN**

Séance du 19 mai 2025

**INSPECTION DU TRAVAIL  
ET DES MINES**  
Entrée: 23 MAI 2025  
Référence:

Présents: Mme Bei-Roller, bourgmestre, M.M. Emering et Meyers,  
échevins,  
M. Jeff BUFFADINI, secrétaire ff

Absent : /

**INSPECTION DU TRAVAIL  
ET DES MINES**  
Service Etablissements Soumis à Autorisation  
ENTRÉE 23 MAI 2025  
Référence:

Avant-projet de règlement grand-ducal (réf. : ESA/PAM/2024-92150/139-4) relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL, sis à L-4940 Hautcharage, ZAE Robert Steichen, 8, rue Bommel, telle que prévue par l'article 21, paragraphe 2 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses - modification des zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL. – Avis de synthèse

Le collège échevinal,

Vu le dossier N° ESA/PAM/2024-92150/139-4 de l'Inspection du Travail et des Mines transmettant le projet de règlement grand-ducal relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL, sis à L-4940 Hautcharage, ZAE Robert Steichen, 8, rue Bommel, telle que prévue par l'article 21, paragraphe 2 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses - modification des zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL ;

Vu la loi du 28 avril 2017 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

Attendu que la publication a été faite pendant 30 jours du 2 avril 2025 au 3 mai 2025 inclus dans la commune de Dippach et qu'elle a été publiée dans quatre quotidiens ;

Vu le certificat de publication du 19 mai 2025 attestant que le projet en question a été dûment publié et affiché ;

Constatant que, le délai prévu par la publication s'étant écoulé, aucune réclamation écrite a été présentée à l'encontre du projet ;

**A l'unanimité,**

décide d'aviser favorablement l'avant-projet de règlement grand-ducal (réf. : ESA/PAM/2024-92150/139-4) relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL, sis à L-4940 Hautcharage, ZAE Robert Steichen, 8, rue Bommel, telle que prévue par l'article 21, paragraphe 2 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses - modification des zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête

Suivent les signatures

Pour expédition conforme à Schouweiler le 19 mai 2025

La présidente,



Manon BEI-ROLLER



Le secrétaire ff,



Jeff BUFFADINI



Entrée: 23 MAI 2025

## AVIS AU PUBLIC

Référence:

Le public est informé de l'ouverture d'une consultation concernant l'avant-projet de règlement grand-ducal (réf. : ESA/PAM/2024-92150/139-4) relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL, sis à L-4940 Hautcharage, ZAE Robert Steichen, 8, rue Bommel, telle que prévue par l'article 21, paragraphe 2 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. Modification des zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL.

Le dossier complet est déposé à l'inspection du public au secrétariat du Service technique de la commune de Dippach pendant 30 jours, durant la période du 2 avril 2025 au 3 mai 2025 inclus.

Les personnes qui auraient des observations à faire valoir concernant le projet de règlement grand-ducal relatif à ces zones doivent, sous peine de forclusion, être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Dippach dans le délai mentionné ci-avant.

Schouweiler, le 2 avril 2025

La bourgmestre,

(s.) Manon BEI-ROLLER



Pour le secrétaire empêché,

(s.) Jeff BUFFADINI p.d.

## CERTIFICAT DE PUBLICATION

Le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Dippach certifie par la présente que l'avis au public fait dans la commune de Dippach au sujet de l'ouverture d'une consultation concernant l'avant-projet de règlement grand-ducal (réf. : ESA/PAM/2024-92150/139-4) relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL, sis à L-4940 Hautcharage, ZAE Robert Steichen, 8, rue Bommel, telle que prévue par l'article 21, paragraphe 2 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modification des zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL,

a été dûment publiée et affichée pendant 30 jours du 2 avril 2025 au 3 mai 2025 inclus aux lieux usuels de la commune et qu'il a été publié dans quatre quotidiens le même jour.

Il est certifié en outre qu'à la suite de ces publications, aucune observation n'a été présentée à l'encontre de ce projet.

Schouweiler, le 19 mai 2025

Pour le collège des bourgmestre et échevins,

La bourgmestre,

Manon BEI-ROLLER



Le secrétaire ff,

Jeff BUFFADINI

# Maluma a cassé le thermomètre

**ESCH-BELVAL** La star colombienne était de retour hier à la Rockhal. Pour le plus grand bonheur de 5 000 fans.

En mars 2022, le concert de Maluma à la Rockhal avait des airs de retour à la vie après deux ans de pandémie. Si le contexte a bien changé, le public, majoritairement féminin, a de nouveau répondu présent hier soir à la Rockhal. Et l'engouement était le même. Après une intro digne d'un blockbuster, suivie d'une entrée tel un boxeur filmée dans les couloirs, le natif de Medellín arrivait par une trappe sous la scène.

Bien entouré, par cinq musiciens et surtout dix danseuses aux tenues très sexy, Maluma ne perdait pas de temps pour

faire grimper la température. Les flammes qui jaillissaient sur «Camaval» y contribuaient. Les fans entraînaient en fusion sur la reprise de Ricky Martin, «Vente pa' ca». Les paroles de «Corazón» étaient reprises en chœur, et, un peu plus tard, le beau gosse tombait la veste, pour laisser apparaître un torse tatoué.

La star colombienne jouait parfaitement la carte de la sensualité. Les tubes s'enchaînaient, de «Chantaje», son titre avec Shakira, à «Hawái», en passant par «HP». Sans oublier la reprise d'Aya Nakamura «Djadja». Clou du spectacle pour les fans, Maluma traversait la salle pour se hisser sur une petite scène au fond de la Rockhal pour y interpréter plusieurs morceaux, dont «Cosas Pendientes», au plus près du public. **CÉDRIC BOZJUNG**



Entouré de ses danseuses, le beau gosse de Medellín a fait hurler ses fans. PHOTO: V. LESCAUT

## Nosi en pole position grâce à Lando Norris

**ELECTRO** Nosi continue d'écouler sur la route du succès. C'est notamment lui. Ce moment où Lando Norris utilise son moteur pour ses posts... S'est joué le 11 et prochain leur luxembourgeois sur TikTok. Le

vice-champion du monde de Formule 1 a utilisé le bit de Nosi. Soit Google, qui a dépassé les 10 millions de streams cumulés sur les plateformes, sur un post Instagram. De quoi élever encore plus son audience.

## Un Nick Cave intimiste à la Philharmonie Luxembourg

**LVE** Ce n'était pas un poisson d'avril. Dès lundi, Nick Cave annonçait sur ses réseaux sociaux les nouvelles dates de sa tournée intimiste solo, où l'Australien sera tout de même accompagné de Colin Greenwood, un musicien de Radiohead. Et, parmi celles-ci, deux dates à la Philharmonie Luxembourg, les mercredi 10 et jeudi 11 septembre prochains. Sur son site in-

temet, on peut lire «Plus d'infos le 05.05.25». C'est la date à laquelle la Philharmonie, qui a confirmé les dates à «L'Essentiel», a prévu de dévoiler sa nouvelle saison. Les billets seront en vente à une date ultérieure. La tournée «Nick Cave Solo 2025» débutera le 10 juin à Zurich et proposera 25 dates avant les deux du Grand-Duché.

L'artiste de 67 ans est une icône du rock.



PUE

**DIPPACH**

### AVIS AU PUBLIC SEVESO

Le public est informé de l'ouverture d'une consultation concernant l'avant-projet de règlement grand-ducal (réf. : ESA/PAM/2024-92150/139-4) relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement **GUARDIAN LUXGUARD II SARL**, sis à L-4940 Hautcharage, ZAE Robert Steichen, 8, rue Bommel, telle que prévue par l'article 21, paragraphe 2 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. Modification des zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement **GUARDIAN LUXGUARD II SARL**.

Le dossier complet est déposé à l'inspection du public au secrétariat du Service technique de la commune de Dippach pendant 30 jours, durant la période du 2 avril 2025 au 3 mai 2025 inclus.

Les personnes qui auraient des observations à faire valoir concernant le projet de règlement grand-ducal relatif à ces zones doivent, sous peine de forclusion, être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Dippach dans le délai mentionné ci-avant.

Schouweiler, le 2 avril 2025

Le collège des bourgmestre et échevins.  
Manon BEI-ROLLER, bourgmestre  
Luc EMERING, échevin  
Philippe MEYERS, échevin



Administration communale  
de FrisangeEnquête  
de commodo  
et incommodo

En vertu de l'article 10 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il est porté à la connaissance du public, que la demande suivante a été introduite en vue de l'obtention d'une autorisation pour:

L'établissement de la classe 1:

(n° du dossier: 1/25/0071)  
Radiotechnique Site A0028 -  
13, Robert Schuman-Strooss  
L-7511 Frisange

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte au sujet de la présente qui restera affichée pendant 15 jours, du 01 avril 2025 au 15 avril 2025 inclus.

Le dossier s'y rapportant est déposé au service technique de l'Administration Communale de Frisange pour y être consulté par tous les intéressés pendant la période de publication.

Les personnes qui auraient des motifs d'opposition à faire valoir à

l'encontre dudit établissement sont priées de les communiquer par écrit au collège des bourgmestre et échevins de Administration Communale de Frisange endéans le délai de publication ou d'assister en personne à la séance de clôture fixée au 16 avril 2025 à 16h00 à la maison communale.

Frisange, le 31 mars 2025

Le Collège des Bourgmestre et Echevins

Roger Beissel, bourgmestre

Carlo Raus, échevin

Carlton Heuert, échevin

298711

G E M E N G  
DIPPECHAvis au public  
Seveso

Le public est informé de l'ouverture d'une consultation concernant l'avant-projet de règlement grand-ducal (réf.: ESA/PAM/2024-92150/139-4) relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL, sis à L-

4940 Hautcharage, ZAE Robert Steichen, 8, rue Bommel, telle que prévue par l'article 21, paragraphe 2 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. Modification des zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement GUARDIAN LUXGUARD II SARL.

Le dossier complet est déposé à l'inspection du public au secrétariat du Service technique de la commune de Dippach pendant 30 jours, durant la période du 2 avril 2025 au 3 mai 2025 inclus.

Les personnes qui auraient des observations à faire valoir concer-

nant le projet de règlement grand-ducal relatif à ces zones doivent, sous peine de forclusion, être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Dippach dans le délai mentionné ci-avant.

Schouweiler, le 2 avril 2025

Le collège des bourgmestre et échevins

Manon BEI-ROLLER,

bourgmestre

Luc EMERING, échevin

Philippe MEYERS, échevin

298759

Administration communale  
de FrisangeEnquête  
de commodo  
et incommodo

En vertu de l'article 10 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il est porté à la connaissance du public, que la demande suivante a été introduite en vue de l'obtention d'une autorisation pour:

L'établissement de la classe 1:

(n° du dossier: 1/25/0052)  
Radiotechnique Site Hellange - 30,  
Hoernerwee L-3333 Hellange

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte au sujet de la présente qui restera affichée pendant 15 jours, du 01 avril 2025 au 15 avril 2025 inclus.

Le dossier s'y rapportant est déposé au service technique de l'Administration Communale de Frisange pour y être consulté par tous les intéressés pendant la période de publication.

Les personnes qui auraient des motifs d'opposition à faire valoir à

l'encontre dudit établissement sont priées de les communiquer par écrit au collège des bourgmestre et échevins de Administration Communale de Frisange endéans le délai de publication ou d'assister en personne à la séance de clôture fixée au 16 avril 2025 à 16h00 à la maison communale.

Frisange, le 31 mars 2025

Le Collège des Bourgmestre et Echevins

Roger Beissel, bourgmestre

Carlo Raus, échevin

Carlton Heuert, échevin

298713

VILLE DE  
REMICH

## Avis au public

Il est porté à la connaissance du public que le conseil communal de la Ville de Remich a décidé dans sa séance du 28 mars 2025:

- de marquer son accord à la modification ponctuelle de la partie graphique du plan d'aménagement général de la Ville de Remich, au lieu-dit „Hôtel de Ville“ à Remich;

- de ne pas réaliser un rapport sur les incidences environnementales, sur base de l'avis du 11 mars 2025 de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (réf.: D3-25-0029/NS/2.3), qui estime que des incidences notables sur l'environnement dans le sens de la loi modifiée du 22 mai 2008 ne sont pas prévisibles à travers la mise en œuvre du projet.

Projet d'Aménagement Général  
Conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement ur-

bain, le projet est déposé ensemble avec toutes les pièces à l'appui pendant 30 jours à la maison communale où le public peut en prendre connaissance, à savoir du 2 avril 2025 au 2 mai 2025 inclus. Le délai du dépôt court à partir du 3 avril 2025 jusqu'au 2 mai 2025 inclus.

Le dossier complet comprenant un résumé du projet de modification du PAG peut également être consulté sur le site internet de la Ville de Remich, [www.remich.lu](http://www.remich.lu). Seules les pièces déposées à la maison communale font foi.

Une réunion d'information avec la population aura lieu le mardi, 8 avril 2025 à 19.30 heures au centre scolaire „Gewannchen“, 8, rue des Champs à Remich.

Suivant l'article 13 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, les observations et objections contre le projet cité ci-dessus doivent être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins dans le délai de 30 jours à partir de la date de la présente publication, sous peine de forclusion.

Rapport sur les incidences environnementales

Par décision de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité du 11 mars

2025 (réf.: D3-25-0029/NS/2.3), le projet ne nécessite pas une analyse plus approfondie dans le cadre d'un rapport sur les incidences environnementales, la raison ayant abouti à cette décision est que des incidences notables sur l'environnement dans le sens de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ne sont pas prévisibles à travers la mise en œuvre du projet.

Conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, les observations et objections en rapport avec la décision retenant qu'il n'y a pas nécessité de réaliser un rapport sur les incidences environnementales, doivent être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins dans un délai de 45 jours à partir de la date de la présente publication, sous peine de forclusion.

Remich, le 2 avril 2025

Le collège échevinal

Jacques SITZ

Jean-Paul KIEFFER

Rita WALLERICH

298725

## AVIS DE MARCHÉ

## Käerjeng

Procédure : 01 ouverte

Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :

Date : 28/04/2025 Heure : 10:00

Lieu : Administration communale de Käerjeng, 29, rue de la Résistance L-4942 Bascharage, bureau 100

Intitulé : Réfection du sol dans le Hall sportif Op Acker

Description : Travaux de revêtement de sol

Conditions d'obtention du dossier : Retrait du dossier via Portal des Marchés Publics

La version intégrale de l'avis no. 2500764 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)

Bascharage, le 2 avril 2025

Le collège des bourgmestre et échevins

Michel WOLTER

Yves CRUCHTEN

Frank PIROTTE

Mimmi DUPREL

Ministère de l'Agriculture,  
de l'Alimentation  
et de la Viticulture

## Avis de marché

Procédure: 10 européenne ouverte

Type de marché: Services

Date limite de remise des plis:

06/05/2025 11:00

Intitulé: Sammlung und Verwertung von verschiedenen Abfällen aus der Landwirtschaft, dem Obst- und Weinbau im Großherzogtum Luxemburg für die Jahre 2025 bis 2029

Description: Der Auftraggeber beabsichtigt die Leistungen für die Sammlung, den Transport und die Verwertung resp. Entsorgung von folgenden Abfällen aus der Landwirtschaft, dem Obst- und Weinbau im Großherzogtum Luxemburg zu vergeben: Siloplastik, Stretch Folie, Unterziehfolie, Ballennetz, Ballenschmüre, Plastik-

schmüre aus dem Weinbau, „Big Bags“ (Los 1) und Pfähle aus dem Wein- und Obstbau (Los 2). Vergleichbare Materialien aus anderen Berufssparten sind bei dieser Sammlung auszuschließen. Der betreffende, abzuschließende Vertrag umfasst pro Los insbesondere folgende Leistungen: • Einrichtung und Betrieb einer nationalen Koordinationsstelle • Einrichtung und Betrieb von regionalen Zwischenlagern zur Annahme der Abfälle • Transport der Abfälle zu den Verwertungs- resp. Entsorgungsanlagen • Verwertung resp. Entsorgung.

Conditions d'obtention du dossier: Intéressés peuvent les télécharger auf dem Internetportal [www.pmp.lu](http://www.pmp.lu) einsehen und downloaden.

Réception des plis: Über das Internetportal [www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)

No. avis complet sur [pmp.lu](http://pmp.lu): 2500561

298754

Ministère de la Mobilité  
et des Travaux publics  
Administration  
des transports publics

## Avis de marché

Procédure: 10 européenne ouverte

Type de marché: Services

Date limite de remise des plis:

05/05/2025 12:00

Intitulé: Appel d'offres portant sur l'exploitation de deux lignes d'autobus régulières dans le sud du Grand-Duché de Luxembourg

Description: Le présent appel d'offres porte sur l'exécution de services de transports publics par route pour 2 lignes régulières du réseau régional sud du Grand-Duché de Luxembourg. Ce transport est un service régulier de transport public par route conformément à l'article 4, point 1°, de la

loi du 5 février 2021 sur les transports publics. Ce service assure le transport de voyageurs selon une fréquence et sur un trajet déterminé, les voyageurs pouvant être pris en charge et déposés à des arrêts préalablement fixés. Il est attribué sous la forme d'un contrat de services publics alloué en 2 lots. Chaque lot est attribué par la conclusion d'un contrat de services publics distinct.

Lots 1: Intitulé: Esch-sur-Alzette

- Pontpierre

- Description: Lot 1 Catégorie d'autobus 6.4

Lots 2: Intitulé: Volmerangeles-Mines (F) - Oberkorn

- Description: Lot 2 Catégorie d'autobus 9.4

Conditions d'obtention du dossier: via [pmp.lu](http://pmp.lu)

Réception des plis: via [pmp.lu](http://pmp.lu)

No. avis complet sur [pmp.lu](http://pmp.lu): 2500780

298751

CARAMAN S.A.  
Société Anonyme  
42, Rue de la Vallée  
L-2661 Luxembourg  
R.C.S. Luxembourg B179912

## Ordre du jour

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2024,

2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2024 et affectation du résultat,

3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,

4. Divers.

Le Conseil d'administration

298783

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'Assemblée Générale ordinaire

qui se tiendra au siège social 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, le 18 avril 2025 à 09.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:



## Ihre Spenden retten Leben!

Fondation Luxembourg Air Rescue

BILLULU: LU84 0020 1167 9560 0000

[www.laer.lu](http://www.laer.lu)

## ENSEIGNEMENT

[nohell.lu](http://nohell.lu) Appui Fondamental Lycée

die Advisory Multibranda  
Investmentgesellschaft mit variablem Kapital  
2, Boulevard Konrad Adenauer  
1115 Luxemburg, Luxemburg  
Handelsregister Luxemburg B 167.837

**WICHTIGER HINWEIS ZUR EINGETRAGENEN  
DER HAUPTVERSAMMLUNG DER  
ANTEILHABER DER  
ADVISORY MULTIBRANDA**

Anteilhaber der Advisory Multibranda  
(die "Anteilhaber") werden hiermit zur  
ordentlichen Hauptversammlung  
der Anteilhaber eingeladen

wird am Mittwoch, den 23. April 2025 um  
16:00 Uhr (Luxemburgerische Zeit) (die "Haupt-  
versammlung") am eingetragenen Sitz der  
Anteilhaber (die "Versammlung") in  
2, Boulevard Konrad Adenauer, 1115 Luxemburg,  
mit der folgenden Tagesordnung stattfindet:

**AGENDA**

1. Vorlage der Berichte des Verwaltungsrates der  
Gesellschaft (die "Verwaltungsberichte") und des  
Wirtschaftsprüfers (réviseur d'entreprise  
spécialisé) für das am 31. Dezember 2024  
abgeschlossene Geschäftsjahr.
2. Genehmigung des geprüften Jahresabschlusses  
der Gesellschaft für das am 31. Dezember 2024  
abgeschlossene Geschäftsjahr.
3. Vernehmung des Jahresabschlusses für das am  
31. Dezember 2024 abgeschlossene Geschäftsjahr.
4. Wahlen von KPMG Audit S.A. als  
Zugelassener Wirtschaftsprüfer (réviseur  
d'entreprise agréé) der Gesellschaft bis zur  
nächsten Hauptversammlung der Anteilhaber  
im Jahr 2026.
5. Entlastung des Verwaltungsrates für das am  
31. Dezember 2024 abgeschlossene Geschäftsjahr.
6. Wahlen der Mitglieder des Verwaltungsrates  
wie folgt:  
6.1. Wahlen von Herrn Nilsa Seltzer als  
Mitglied des Verwaltungsrates der  
Gesellschaft bis zur nächsten Haupt-  
versammlung der Anteilhaber im  
Jahr 2026.
- 6.2. Wahlen von Frau Elena Witzmann  
als Mitglied des Verwaltungsrates der  
Gesellschaft bis zur nächsten Haupt-  
versammlung der Anteilhaber im  
Jahr 2026.
- 6.3. Wahlen von Herrn Thilo Wendt  
als Mitglied des Verwaltungsrates der  
Gesellschaft bis zur nächsten Haupt-  
versammlung der Anteilhaber im  
Jahr 2026.
- 6.4. Wahlen von Herrn Sven Sandreyer  
als Mitglied des Verwaltungsrates der  
Gesellschaft bis zur nächsten Haupt-  
versammlung der Anteilhaber im  
Jahr 2026.
- 6.5. Wahlen von Herrn Stefan Kreuzkamp  
als Mitglied des Verwaltungsrates der  
Gesellschaft bis zur nächsten Haupt-  
versammlung der Anteilhaber im  
Jahr 2026.
- 6.6. Wahlen von Herrn Christoph  
Zechelitz als Mitglied des Verwaltungsrates  
der Gesellschaft bis zur nächsten Haupt-  
versammlung der Anteilhaber im  
Jahr 2026.
- 6.7. Wahlen von Herrn Oliver Bolinski als  
Mitglied des Verwaltungsrates der  
Gesellschaft bis zur nächsten Haupt-  
versammlung der Anteilhaber im  
Jahr 2026.
- 6.8. Wahlen von Frau Julia Witzmann  
als Mitglied des Verwaltungsrates der  
Gesellschaft bis zur nächsten Haupt-  
versammlung der Anteilhaber im  
Jahr 2026.
- 6.9. Wahlen von Herrn Jan Oliver  
Müller als Mitglied des Verwaltungsrates  
der Gesellschaft bis zur nächsten Haupt-  
versammlung der Anteilhaber im  
Jahr 2026.
- 6.10. Wahlen von Herrn Henning Postels  
als Mitglied des Verwaltungsrates der  
Gesellschaft bis zur nächsten Haupt-  
versammlung der Anteilhaber im  
Jahr 2026.
7. Genehmigung der Vergütung des unabhängigen  
Verwaltungsprüfers (réviseur indépendant) für das  
am 31. Dezember 2024  
abgeschlossene Geschäftsjahr, abhängig von  
der Anzahl der Telefonate der Gesellschaft und  
vorgeschlagen in der Höhe von 18 000 €.
8. Genehmigung der Vergütung des externen  
Verwaltungsprüfers (réviseur d'entreprise  
spécialisé) für das am 31. Dezember 2024  
abgeschlossene Geschäftsjahr, abhängig von  
der Anzahl der Telefonate der Gesellschaft und  
vorgeschlagen in der Höhe von 7 800 €.

**Befugnisse der Anteilhaber in der Haupt-  
versammlung**

Die Anteilhaber können persönlich anwesend  
sein und ihr Stimmrecht ausüben oder sich durch  
eine ordnungsgemäß bestellte dritte Person (den  
"Bevollmächtigten") vertreten lassen.

Zur Ausübung des Stimmrechts sind die Anteil-  
haber berechtigt, für welche die DWS Investment  
S.A. (die "Verwaltungsgesellschaft") spätestens  
am 18. April 2025 bis 16:00 Uhr (Luxemburgerische  
Zeit) folgende Unterlagen einreicht:

**Berechtigung, dass die Anteile der Verfallung  
gegenüber sind**

Anteilhaber müssen eine Bestätigung (1) des  
Finanzinstituts, bei dem die Anteile in einem  
Register eingetragen sind oder (2) des Finanz-  
instituts, bei dem die Anteile in einem Depot  
verwahrt werden, vorlegen, aus der hervorgeht,  
dass die Anteile bis zum 24. April 2025 für  
den bei der Verfallungsgesellschaft erhaltenen  
Formular: Sperrbezeichnung: erlös, dass  
den Anteilhabern auf Anfrage zugesandt wird.

**Vollmacht, bei Ausübung des Stimmrechts  
durch einen Bevollmächtigten**

Anteilhaber, welche die Möglichkeit nutzen  
wollen, sich durch eine ordnungsgemäß bestellte  
dritte Person vertreten zu lassen, müssen ein  
unterschriftetes Vollmachtformular (das  
"Vollmachtformular") überreichen, mit dem  
die Bevollmächtigten übergeben werden. Als  
Bevollmächtigter kann der Vorsitzende der  
Hauptversammlung oder eine dritte Person  
handeln. Die Vollmacht muss unter Verwendung  
des bei der Verwaltungsgesellschaft erhaltenen  
Formular: Sperrbezeichnung: erlös, dass  
den Anteilhabern auf Anfrage zugesandt wird.

Die ordnungsgemäß unterschriebene Sperr-  
bezeichnung und (bzw. zutreffend) das  
Vollmachtformular sind auf dem Fußweg an  
folgende Adresse zu senden:

DWS Investment S.A.  
244, Corporate Secretary  
2, Boulevard Konrad Adenauer  
L 1115 Luxemburg

oder per Fax an die Nummer: +352 42101-600  
oder per E-Mail an [en.dws@dfs.com](mailto:en.dws@dfs.com)

Die ordnungsgemäß abgegebene Haupt-  
versammlung vertritt alle Anteilhaber. Die  
Anwesenheit aller Anteilhaber ist  
Anteilhabern ist nicht erforderlich. Bestellte  
werden mit einfacher Mehrheit auf der  
Hauptversammlung der Anteilhaber  
vertreten. Anteilhaber, die die Anteile  
berechtigt zu einer Stimme.

Die Labelliste aller in Punkt 8 dieser  
Tagesordnung genannten Personen (die  
Verwaltungsgesellschaft und des Wirtschaftsprüfers  
sowie der geprüften Jahresabschlüsse der  
Gesellschaft (der "geprüften Jahresabschlüsse")  
für das am 31. Dezember 2024 abgeschlossene  
Geschäftsjahr sind für die Anteilhaber am  
eingetragenen Sitz der Verwaltungsgesellschaft  
erhalten und werden den Anteilhabern auf  
Anfrage kostenlos zugesandt.

Luxemburg, April 2025  
Der Verwaltungsrat

**AVIS COMMUNAUX**

**Käerjeng**

Procédure : D1 ouverte  
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :

Date : 28/04/2025 Heure : 10:00

Lieu : Administration communale de Käerjeng, 29, rue de la  
Résistance L-4942 Bascharage, bureau 100

Intitulé : Réfection du sol dans le Hall sportif Op Acker

Description : Travaux de revêtement de sol

Conditions d'obtention du dossier: Retrait du dossier via Portal  
des Marchés Publics

La version intégrée de l'avis no. 2500784 peut être consultée  
sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)

Bascharage, le 2 avril 2025

Le collège des bourgmestres et échevins

Michel WOLTER

Yves CRUCHTEN

Frank PIEROTTE

Mirella DUPREL

**Ministère de la Mobilité  
et des Travaux publics  
Administration  
des bâtiments publics**

**Avis de marché**

Procédure : 10 européenne ou-  
verte

Type de marché: Travaux

Date limite de remise des plis:  
02/05/2025 10:00

Intitulé: Travaux de gros œuvre  
à exécuter dans l'intérêt de  
APEMH à Bettange-sur-Mess -  
transformation d'un local de stock-  
age en abattoir

Description: - travaux de démo-  
lition, - création d'une nouvelle  
dalle, - travaux d'assainissement,  
- aménagements extérieurs, - murs  
en maçonnerie et voiles en béton,

- travaux d'enduits, - séparateur  
de graisses. La durée des travaux  
est de 75 jours ouvrables, à dé-  
buter le 2<sup>e</sup> semestre 2025. Les tra-  
vaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection: Toutes les  
conditions de participation sont  
indiquées dans les documents de  
soumissions.

Conditions d'obtention du dossier:  
Les documents de soumission  
peuvent être retirés via le portail  
des marchés publics  
([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

Réception des plis: Les offres  
sont obligatoirement et exclusi-  
vement à remettre via le portail  
des marchés publics avant la date  
et l'heure fixées pour l'ouverture.

No. avis complet sur pmp.lu:  
2500760

250744

Administration communale  
de Frisange

**Enquête  
de commodo  
et incommodo**

En vertu de l'article 10 de la loi  
modifiée du 10 juin 1999 relative  
aux établissements classés, il est  
porté à la connaissance du public,  
que la demande suivante a été in-  
troduite en vue de l'obtention  
d'une autorisation pour:

L'établissement de la classe 1:  
(n° du dossier: 1/25/0052)  
Radiotechnique Site Hellange - 30,  
Hoenerwee L-3333 Hellange

Une enquête de commodo et in-  
commodo est ouverte au sujet de  
la présente qui restera affichée  
pendant 15 jours, du 01 avril 2025

au 15 avril 2025 inclus.

Le dossier s'y rapportant est dé-  
posé au service technique de l'Ad-  
ministration Communale de Fri-  
sange pour y être consulté par  
tous les intéressés pendant la pé-  
riode de publication.

Les personnes qui auraient des  
motifs d'opposition à faire valoir à  
l'encontre dudit établissement  
sont priées de les communiquer  
par écrit au collège des bourgmest-  
res et échevins de l'Administration  
Communale de Frisange endéans  
le délai de publication ou d'as-  
sister en personne à la séance de  
clôture fixée au 16 avril 2025 à  
16h00 à la maison communale.

Frisange, le 31 mars 2025

Le Collège des Bourgmestres  
et Echevins

Roger Beissel, bourgmestre

Carlo Raus, échevin

Carlton Heurtez, échevin

250712

**DIPPACH**

**Avis au public  
Seveso**

Le public est informé de l'ouver-  
ture d'une consultation concer-  
nant l'avant-projet de règlement  
grand-ducal (réf.:  
ESA/PAM/2024-92150/139-4) re-  
latif aux zones résultant des dis-  
tances de sécurité appropriées in-  
duites par l'établissement GUAR-  
DIAN LUXGUARD II SARL, sis à L-  
4940 Hautcharage, ZAE Robert  
Steichen, 8, rue Bommel, telle que  
prévue par l'article 21, paragraphe  
2 de la loi du 28 avril 2017 relative  
aux accidents majeurs impliquant  
des substances dangereuses. Mo-  
dification des zones résultant des  
distances de sécurité appropriées

induites par l'établissement  
GUARDIAN LUXGUARD II SARL.

Le dossier complet est déposé à  
l'inspection du public au secréta-  
riat du Service technique de la  
commune de Dippach pendant 30  
jours, durant la période du 2 avril  
2025 au 3 mai 2025 inclus.

Les personnes qui auraient des  
observations à faire valoir concer-  
nant le projet de règlement  
grand-ducal relatif à ces zones  
doivent, sous peine de forclusion,  
être présentées par écrit au col-  
lège des bourgmestres et échevins  
de la commune de Dippach dans  
le délai mentionné ci-dessus.

Schouweiler, le 2 avril 2025

Le collège des bourgmestres  
et échevins

Manon BE-ROLLER,  
bourgmestre

Luc EMERING, échevin

Philippe MEYERS, échevin

250768

**GEMENG  
JONGLESTRE**

**Avis de marché**

Procédure : 10 européenne ou-  
verte

Type de marché: Travaux

Date limite de remise des plis:  
07/05/2025 10:00

Intitulé: NOUVELLE MAISON RE-  
LAIS «SEA LOUPESCHT» A JUNG-  
LUNSTER - MENUISERIES INTÉRIÉ-  
RES

Description: TRAVAUX DE ME-  
NUISERIES INTÉRIÉURES - MEUBLES  
FIXES Les délais suivants sont à res-  
pecter minutieusement: - Remise  
fiches techniques et plans de mon-  
tage au plus tard 3 semaines après  
la commande; - Début montage sur  
chantier au plus tard 3 semaines  
après validation des fiches tech-  
niques et plans de montage; - Du-  
rée des travaux est de 40 jours.

Dans le cas du non-respect des dé-  
lais énumérés ci-dessus, des péna-  
lités de retard seront appliquées.

Critères de sélection: Aucune  
condition minima de participation  
à la soumission n'est requise.

Conditions d'obtention du dossier:  
Pour être considérés comme  
candidats à l'exécution du présent  
marché, les opérateurs écono-  
miques doivent préalablement  
s'inscrire comme tels sur le portail  
des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).  
Le dossier de soumission et ses an-  
nexes sont ensuite à télécharger  
sur ledit site. Il ne sera pas procédé  
à des envois de bordereaux papier.

Réception des plis: Les offres con-  
formes à la législation et ré-  
glementation en vigueur sont à re-  
mettre exclusivement via le site

des marchés publics  
([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)) avant la date et  
l'heure fixées pour l'ouverture.

Des offres remises sur support pa-  
pier ne seront pas prises en consi-  
dération.

No. avis complet sur pmp.lu:  
2500762

Le collège des Bourgmestres  
et échevins

Monsieur Ben Riles,  
le Bourgmestre

Monsieur Gilles Baum, Échevin

Monsieur Raphaël Schmitz,  
Échevin

250777

**VILLE DE  
REMICH**

**Avis au public**

Il est porté à la connaissance du  
public que le conseil communal de  
la Ville de Remich a décidé dans sa  
séance du 28 mars 2025:

- de marquer son accord à la  
modification ponctuelle de la par-  
tie graphique du plan d'aména-  
gement général de la Ville de Re-  
mich, au lieu-dit "Hôtel de Ville" à  
Remich;

- de ne pas réaliser un rapport  
sur les incidences environnemen-  
tales, sur base de l'avis du 11 mars  
2025 de Monsieur le Ministre de  
l'Environnement, du Climat et de  
la Biodiversité (réf.: D3-25-  
0029/NS/23), qui estime que des  
incidences notables sur l'environ-  
nement dans le sens de la loi mo-

difiée du 22 mai 2008 ne sont pas  
prévisibles à travers la mise en  
œuvre du projet.

Projet d'Aménagement Général

Conformément à l'article 12 de la  
loi modifiée du 19 juillet 2004 con-  
cernant l'aménagement urbain et  
le développement communautaire,  
le projet est déposé ensemble avec tou-  
tes les pièces à l'appui pendant 30  
jours à la maison communale où le  
public peut en prendre connais-  
sance, à savoir du 2 avril 2025 au 2  
mai 2025 inclus. Le délai du dépôt  
court à partir du 3 avril 2025 jus-  
qu'au 2 mai 2025 inclus.

Le dossier complet comprenant  
un résumé du projet de modifi-  
cation du PAG peut également être  
consulté sur le site internet de la  
Ville de Remich, [www.remich.lu](http://www.remich.lu).  
Seules les pièces déposées à la mai-  
son communale font foi.

Une réunion d'information avec  
la population aura lieu le mardi, 8  
avril 2025 à 19.30 heures au centre  
scolaire "Gewännchen", 8, rue des

**Champs à Remich.**

Suivant l'article 13 de la loi mo-  
difiée du 19 juillet 2004 concernant  
l'aménagement communal et le  
développement urbain, les obser-  
vations et objections contre le pro-  
jet cité ci-dessus doivent être pré-  
sentées par écrit au collège des  
bourgmestres et échevins dans le  
délai de 30 jours à partir de la date  
de la présente publication, sous  
peine de forclusion.

Rapport sur les incidences envi-  
ronnementales

Par décision de Monsieur le Mi-  
nistre de l'Environnement, du Cli-  
mat et de la Biodiversité du 11 mars  
2025 (réf.: D3-25-0029/NS/23), le  
projet ne nécessite pas une analyse  
plus approfondie dans le cadre d'un  
rapport sur les incidences environ-  
nementales, la raison ayant abouti  
à cette décision est que des inci-  
dences notables sur l'environ-  
nement dans le sens de la loi mo-  
difiée du 22 mai 2008 relative à l'éva-  
luation des incidences de certains

plans et programmes sur l'en-  
vironnement ne sont pas prévisibles  
à travers la mise en œuvre du pro-  
jet.

Conformément à l'article 7 de la  
loi modifiée du 22 mai 2008 rela-  
tive à l'évaluation des incidences  
de certains plans et programmes  
sur l'environnement, les obser-  
vations et objections en rapport avec  
la décision retenant qu'il n'y a pas  
nécessité de réaliser un rapport  
sur les incidences environnementa-  
les, doivent être présentées par  
écrit au collège des bourgmestres  
et échevins dans un délai de 45  
jours à partir de la date de la pré-  
sente publication, sous peine de  
forclusion.

Remich, le 2 avril 2025

Le collège échevinal

Jacques SITZ

Jean-Paul KIEFFER

Rita WALLERICH

250724



2LV 02/04/2025



## AVIS AU PUBLIC SEVESO

Le public est informé de l'ouverture d'une consultation concernant l'avant-projet de règlement grand-ducal (réf.: ESA/PAM/2024-92150/139-4) relatif aux zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement **GUARDIAN LUXGUARD II SARL**, sis à L-4940 Hautcharage, ZAE Robert Steichen, 8, rue Bommel, telle que prévue par l'article 21, paragraphe 2 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. Modification des zones résultant des distances de sécurité appropriées induites par l'établissement **GUARDIAN LUXGUARD II SARL**.

Le dossier complet est déposé à l'inspection du public au secrétariat du Service technique de la commune de Dippach pendant 30 jours, durant la période du 2 avril 2025 au 3 mai 2025 inclus.

Les personnes qui auraient des observations à faire valoir concernant le projet de règlement grand-ducal relatif à ces zones doivent, sous peine de forclusion, être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Dippach dans le délai mentionné ci-avant.

Schouweller, le 2 avril 2025

Le collège des bourgmestre et échevins

Manon BEI-ROLLER, bourgmestre  
Luc EMERING, échevin  
Philippe MEYERS, échevin



Monsieur Georges MISCHO  
Ministre du Travail  
26, rue Sainte-Zithe  
L-2763 Luxembourg

**Référence :** ESA/PAM/2024-92150/139-5

**Concerne :** Avant-projet de règlement grand-ducal délimitant les zones relatives à la maîtrise de l'urbanisation pour l'établissement de la société Guardian Luxguard II S.à r.l. – Site de Bascharage en application de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. (TRAVAIL 021a/2023)

Monsieur le Ministre,

L'avant-projet de règlement grand-ducal sous rubrique délimite les zones résultant des distances de sécurité appropriées (distances de sécurité dites « Seveso ») induites par l'établissement de la société Guardian Luxguard II S.à r.l. – Site de Bascharage, sis dans la Z.A.E. Robert Steichen, 8, rue Bommel, L-4940 Hautcharage sur fond de plan cadastral et sur fond de plan topographique.

Lors du Conseil de Gouvernement du 25 octobre 2024, ce dernier a marqué son accord de principe avec le texte de cet avant-projet de règlement grand-ducal (voir procès-verbal N°34/24 approuvé dans la séance du 6 novembre 2024). En outre, le Conseil a pris la décision de transmettre l'avant-projet de règlement grand-ducal aux communes concernées en vue d'y être déposé pendant 30 jours afin que le public concerné puisse en prendre connaissance.

Le Ministère du Travail a saisi l'Inspection du travail et des mines, par courriel, en date du 14 novembre 2024 de la décision du Conseil de Gouvernement avec prière de transmettre cet avant-projet de règlement grand-ducal aux communes concernées, afin qu'elles entament la consultation du public en application de l'article 21, paragraphe 2 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

La consultation du public relative à l'avant-projet de règlement grand-ducal sous rubrique a eu lieu du 8 avril 2025 au 7 mai 2025 inclus dans la commune de Käerjeng.

Lors de la consultation du public, l'a.s.b.l. BIGS a formulé plusieurs observations en date du 7 mai 2025 à l'égard de l'avant-projet de règlement grand-ducal, à savoir :

1. *Ce projet de règlement correspond à une obligation de l'Etat découlant de la directive SEVESO 2012/18/UE (art. 13), de contrôler les objectifs de cette directive en cas notamment de « nouveaux aménagements réalisés autour d'établissements, notamment des voies de transport ».*

Il s'agit d'une simple constatation et non pas d'une observation directement en relation avec le contenu de l'avant-projet de règlement grand-ducal. L'Inspection du travail et des mines en prend connaissance.



2. *Les dangers résultant du site de production de verre en continu Luxguard II (Seveso seuil haut) résultent de la fiche d'information du public Guardian Luxguard II SARL - Site de Bascharage - Seveso - Luxembourg. Il s'agit essentiellement des risques d'explosions, d'incendies violents, d'inhalations de gaz, tant pour le personnel que pour le public. Nous ne pouvons juger nous-mêmes si les distances de sécurité prévues par ce règlement grand-ducal à l'art. 2 (1) sont « appropriées » dans le cas présent. Il ne résulte par ailleurs pas de la loi applicable à quoi correspondraient des distances « adéquates », certifiées non induites par l'établissement à l'art. 2 (2) du RGD.*

La loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses précise quelle est la différence entre les termes « distances de sécurité appropriées » et « distances de sécurité adéquates ». L'Inspection du travail et des mines est d'avis qu'une révision de l'avant-projet de règlement grand-ducal n'est pas nécessaire.

3. *Nous apprenons cependant avec stupéfaction que la zone résultant de la distance de sécurité appropriée retenue par ce projet de règlement grand-ducal s'étend au sud de l'entreprise et couvre non seulement la ligne de chemin de fer existante mais aussi une partie du projet de contournement prévu de Bascharage et même de la zone NATURA 2000. Or, selon l'art. 21 (3) de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, « dans la mesure du possible, aucune principale voie de transport ne peut être autorisée à l'intérieur des distances de sécurité appropriées », à partir de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal. Or nous devons constater que le gouvernement a attendu, nous présumons de façon délibérée, l'autorisation définitive du contournement avant d'introduire le présent règlement grand-ducal, le privant ainsi de tout effet préventif et de toute nécessité de justification d'après la directive SEVESO – encore un exemple de la politique du fait accompli poursuivi systématiquement par les Gouvernements successifs et les Ponts&Chaussées en matière de transport que nous dénonçons !*

L'article 21, paragraphe 3 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses dispose que les distances de sécurité appropriées doivent être maintenues par rapport aux principales voies de transport « dans la mesure du possible ».

De plus, le document « Question & Answers » (Ref. Ares(2018)1656198 du 26 mars 2018) relatif à la directive dite « Seveso III » et élaboré par le groupe d'experts Seveso de la Commission européenne prévoit que les routes dont le nombre de véhicules est inférieur à 100.000 par 24 heures (pour une limitation de vitesse inférieure à 100 km/h), ne sont pas à considérer d'office comme principale voie de transport. Selon les informations fournies par l'Administration communale de Käerjeng, le nombre de véhicules par jour est inférieur à 100.000 pour le contournement de Bascharage.

Il faut savoir qu'outre les distances de sécurité pour la maîtrise de l'urbanisation et les contrôles réalisés par les autorités compétentes dans l'établissement concerné, d'autres outils existent afin d'assurer la sécurité et la santé des personnes en cas d'un accident, à savoir, entre autres, le plan d'urgence externe qui est élaboré par les autorités compétentes. Le contournement devra être intégré dans ce plan d'urgence externe de l'établissement Guardian Luxguard II S.à r.l. pour la phase chantier, ainsi que pour l'exploitation définitive du contournement en question. Ce plan d'urgence regroupe tous les acteurs qui sont susceptibles de pouvoir aider à l'évacuation et la sécurisation des alentours de l'établissement en cas d'un accident.

L'Inspection du travail et des mines est d'avis que la construction et l'exploitation du contournement de Bascharage n'est pas contraire aux dispositions de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

4. *Nous regrettons de ne pas avoir pu obtenir une copie du dossier, la consultation prévue par la loi contenant à notre avis nécessairement également le droit à copie.*

L'article 21, paragraphe 2 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses dispose que l'avant-projet de règlement grand-ducal soit déposé à la maison communale où le public concerné peut en prendre connaissance.

Cette remarque n'a pas d'incidence sur le contenu de l'avant-projet de règlement grand-ducal.

5. *Nous vous prions de nous adresser copie de votre avis de synthèse selon la législation concernant l'accès à l'information des administrations publiques notamment en matière écologique.*

Cette remarque a été adressée à l'Administration communale de Käerjeng et n'est pas directement en relation avec le contenu de l'avant-projet de règlement grand-ducal.

Par la présente, nous vous transmettons en annexe, l'avis au public, le certificat de publication, le procès-verbal, la copie des observations et l'avis de synthèse, reçus de la part de la commune de Käerjeng.

La consultation du public relative à l'avant-projet de règlement grand-ducal sous rubrique a eu lieu du 2 avril 2025 au 3 mai 2025 inclus dans la commune de Dippach.

Par la présente, nous vous transmettons en annexe, l'avis au public, le certificat de publication et l'avis du Collège Échevinal, reçus de la part de la commune de Dippach.

Étant donné qu'aucune observation n'a été présentée lors de la consultation publique, le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Dippach n'était pas dans l'obligation d'établir un avis de synthèse des observations, incluant une prise de position circonstanciée par rapport aux observations.

Considérant que les administrations communales de Käerjeng et de Dippach, les deux communes concernées par le présent avant-projet de règlement grand-ducal, ont respecté la procédure imposée par l'article 21, paragraphe 2, que le public a eu la possibilité de prendre connaissance de l'avant-projet de règlement grand-ducal et qu'un avis de synthèse des observations incluant une prise de position circonstanciée par rapport à ces observations a été rédigé par l'Administration communale de Käerjeng, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir soumettre l'avant-projet de règlement grand-ducal au Conseil de Gouvernement afin de permettre la poursuite de la procédure réglementaire.

En restant à votre disposition pour toute information complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

  
Marco BOLY  
Directeur

- Annexe :
- Avis au public, certificat de publication, procès-verbal, copie des observations et avis de synthèse du Collège Échevinal de l'Administration communale de Käerjeng
  - Avis au public, certificat de publication et avis du Collège Échevinal de l'Administration communale de Dippach
  - Extrait du procès-verbal N°34/24 approuvé dans la séance du 6 novembre 2024
  - Texte de l'avant-projet de règlement grand-ducal, note à l'attention du Conseil de Gouvernement, exposé des motifs et fiche d'évaluation d'impact





## Commentaire des articles

### Ad article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> précise l'objet du présent règlement grand-ducal et détermine l'établissement concerné par les zones prévues à l'article 21 de la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (désignée ci-après « loi Seveso »).

### Ad article 2

Le paragraphe 1<sup>er</sup> précise que les zones concernées sont indiquées sur les plans annexés au présent règlement grand-ducal.

Quant à l'épaisseur de la ligne représentant graphiquement les zones, le paragraphe 2 précise que la délimitation exacte de ces zones est fixée par rapport à l'axe de la ligne.

Les zones résultant des distances de sécurité appropriées ainsi que, le cas échéant, des distances de sécurité adéquates visées à l'article 21 de la loi Seveso sont celles qui se situent à l'intérieur du périmètre des délimitations indiquées sur les plans annexés.

Le paragraphe 3 précise que les zones sont disponibles au format vectoriel numérique auprès de l'Inspection du travail et des mines.

Pour la planification ou pour la réalisation des projets d'aménagement ou de construction il est important que ces zones soient disponibles dans un format permettant une précision élevée. En effet, les plans annexés au règlement grand-ducal sont représentés dans des petites échelles (1 : 5'000, 1 : 10'000, voire 1 : 20'000) et par conséquent ne permettent pas une détermination très exacte des zones.

En cas de discordance entre les zones au format vectoriel numérique et celles indiquées sur les plans en annexe du règlement grand-ducal, ces dernières font foi.

### Ad article 3

L'article 3 précise la date d'entrée en vigueur du présent règlement grand-ducal.

### Ad article 4

L'article 4 précise les ministres en charge de l'exécution du présent règlement grand-ducal.

### Ad annexe I

L'annexe I reprend les représentations graphiques des zones résultant des distances de sécurité appropriées sur fond de plan cadastral pour l'établissement concerné.

### Ad annexe II

L'annexe II reprend les représentations graphiques des zones résultant des distances de sécurité appropriées sur fond de plan topographique pour l'établissement concerné.